

LE JOUR, 1953
4 FEVRIER 1953

OU L'ON COMMENCE A VOIR CLAIR

Qu'écrivons-nous de nos négociations économiques avec la Syrie ? Rien qui soit désobligeant le moins du monde pour nos voisins.

La Syrie ne veut pas d'une unité mitigée ; nous ne pouvons pas vouloir d'une unité totale. L'unité totale serait gravement dommageable pour nous et pour la Syrie elle-même. Elle signifierait d'abord notre affaiblissement économique, sans profit pour les Syriens ; ensuite, une véritable aventure politique.

Si le standard de vie au Liban baissait par le fait d'une union telle que la Syrie la suggère, le pouvoir d'achat des Libanais en Syrie diminuerait d'autant et la Syrie elle-même n'y trouverait pas son compte. En sus, les Libanais émigreraient à une cadence beaucoup plus forte.

Nous ne serions plus libres de nos lois. Nous deviendrions solidaires de la monnaie syrienne et de son orientation, quelle qu'elle soit. Nous devrions recourir à l'arbitrage tous les huit jours ou capituler dans le même intervalle. Nous ne pourrions plus importer ou exporter que d'accord avec notre partenaire, alors que nous tirons du commerce étranger et des ressources dites invisibles nos profits les plus clairs, tandis que la Syrie est avant tout un pays producteur et exportateur.

Ce sont les théoriciens qui, de part et d'autre, nous ont conduits où nous sommes. La vérité sera toujours dans ce juste milieu qui fait évoquer utilement les relations de la Syrie et du Liban avec la Palestine au temps du Mandat.

Le Gouvernement libanais fait en ce moment une expérience qui lui fera préférer pour longtemps les réalités de la vie aux thèses creuses et aux hypothèses. Ceux de nos négociateurs qui se sont fiés à la théorie sèche et aux vues de l'esprit comprendront qu'ils ont erré de bonne foi. Sans doute le voient-ils déjà. Mais la bonne foi n'est pas une excuse à elle seule ; et l'enfer est pavé de bonnes intentions. Il ne faut pas s'obstiner quand on a contre soi la longue expérience. Et il ne faut pas présumer de ses forces quand on fait dans la politique ses premiers pas. Enfin il n'y a pas d'économie sans politique, comme il n'y a pas de corps humain sans âme.

Pour la Syrie et pour nous, on voit une issue honorable : c'est de repartir, en bonne amitié, de l'accord de l'an dernier (que les Libanais trouvèrent boiteux à bon droit) et de l'améliorer si on le peut. Mieux que les économistes en tout cas, le temps mettra en ordre nos relations millénaires avec la Syrie et nous ramènera, de part et d'autre, à la nature des choses.

M. Georges Hakim est un homme pour lequel nous avons depuis longtemps une vive estime et une sorte d'affection. Cela, il le sait bien. Et nous lui voulons le succès, en tout, plus que personne. La tentative qu'il a faite l'honore sur le plan humain et nous ne la désavouons pas, sur le plan libanais, malgré tous ses périls. Mais il s'est livré à un jeu hasardeux. Il eut mieux valu, sur un terrain aussi glissant, avancer avec plus de prudence.

Nous n'avons jamais désiré, pour notre part, que la prospérité des Syriens et celle des Libanais. NOUS RECONNAISSONS QU'ELLES SONT LA CONDITION L'UNE DE L'AUTRE, ENCORE QU'ON NE PUISSE PAS AU LIBAN ET EN SYRIE ARRIVER A LA MEME PROSPERITE DE LA MEME FAÇON.

Que la Syrie et que le Liban fassent donc leur chemin chacun selon son génie et selon ses moyens, et dans un esprit d'entraide fraternelle ! Cela vaut mieux que de s'atteler bêtement au même char pour aller verser dans le fossé.